

TERREAL

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine
S.A.S. au capital de € 2.510.460
572 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 376 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels****(Exercice clos le 31 décembre 2018)**

A l'Associé unique

TERREAL

15, rue Pagès
92158 Suresnes Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TERREAL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 29 mars 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Marie-Cécile Dang Tran

ERNST & YOUNG et Autres

Romain Lancner

SASU au capital de 87 176 320 €
Siège social : 13 - 17 RUE PAGES , 92150 SURESNES
R.C.S. Nanterre 562110346

COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2018

Bilan Actif

| Rubriques | Brut | Amortissement | Net 2018 | Net 2017 |
|---|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE | | | | |
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 98 870 017 | 12 579 453 | 86 290 564 | 86 462 254 |
| Fonds commercial | 164 950 | 160 071 | 4 878 | 4 878 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 840 648 | | 1 840 648 | 400 831 |
| Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles | | | | |
| Total immobilisations incorporelles | 100 875 614 | 12 739 525 | 88 136 090 | 86 867 962 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | |
| Terrains | 35 891 995 | 17 437 128 | 18 454 867 | 17 609 891 |
| Constructions | 81 861 009 | 38 884 537 | 42 976 472 | 44 800 157 |
| Installations techniques, mat. et outillage industriels | 358 000 497 | 292 581 310 | 65 419 187 | 70 021 843 |
| Autres immobilisations corporelles | 76 616 232 | 60 737 069 | 15 879 163 | 16 812 678 |
| Immobilisations en cours | 22 069 520 | | 22 069 520 | 17 883 425 |
| Avances et acomptes | 222 482 | | 222 482 | 160 043 |
| Total immobilisations corporelles | 574 661 735 | 409 640 044 | 165 021 691 | 167 288 037 |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 143 620 777 | 95 080 457 | 48 540 320 | 19 322 801 |
| Créances rattachées à des participations | 14 090 169 | 12 104 665 | 1 985 503 | 10 338 305 |
| Autres titres immobilisés | 24 978 | 331 | 24 647 | 3 647 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 14 559 671 | 14 527 849 | 31 822 | 42 671 |
| Total immobilisations financières | 172 295 594 | 121 713 301 | 50 582 293 | 29 707 424 |
| ACTIF IMMOBILISE | 847 832 944 | 544 092 870 | 303 740 074 | 283 863 425 |
| <u>Stocks</u> | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 35 434 281 | 9 060 020 | 26 374 261 | 24 864 257 |
| En cours de production de biens | 4 742 785 | 126 066 | 4 616 719 | 4 224 555 |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 31 466 204 | 4 641 258 | 26 824 946 | 27 688 030 |
| Marchandises | 3 091 854 | 570 078 | 2 521 776 | 2 847 707 |
| Total des stocks | 74 735 124 | 14 397 422 | 60 337 703 | 59 624 548 |
| <u>Créances</u> | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 292 626 | | 292 626 | 122 362 |
| Clients et comptes rattachés | 50 647 437 | 249 300 | 50 398 137 | 47 435 858 |
| Autres créances | 22 652 951 | 29 879 | 22 623 072 | 16 391 962 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Total des créances | 73 593 015 | 279 180 | 73 313 835 | 63 950 182 |
| <u>Disponibilités et divers</u> | | | | |
| Valeurs mobilières dont actions propres : | 25 562 687 | | 25 562 687 | 28 505 813 |
| Disponibilités | 3 802 919 | | 3 802 919 | 25 512 194 |
| Total disponibilités et divers | 29 365 606 | | 29 365 606 | 54 018 007 |
| ACTIF CIRCULANT | 177 693 745 | 14 676 602 | 163 017 143 | 177 592 738 |
| Charges constatées d'avance | 443 090 | | 443 090 | 1 270 194 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | 821 980 | | 821 980 | 1 103 186 |
| Ecarts de conversion actif | 728 874 | | 728 874 | 319 997 |
| TOTAL GENERAL | 1 027 520 632 | 558 769 471 | 468 751 161 | 464 149 541 |

Bilan Passif

| Rubriques | | Net 2018 | Net 2017 |
|--|--------------|--------------------|--------------------|
| Situation nette | | | |
| Capital social ou individuel | Dont versé : | 87 176 320 | 87 176 320 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | 57 621 929 | 57 621 929 |
| Écarts de réévaluation | | | |
| Réserve légale | | 8 717 632 | 8 717 632 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées | | | |
| Autres réserves | | 1 227 455 | 1 227 455 |
| Report à nouveau | | 14 557 267 | 1 971 527 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | | 6 796 227 | 12 585 740 |
| Total situation nette | | 176 096 830 | 169 300 601 |
| Subventions d'investissement | | 5 859 615 | 3 818 597 |
| Provisions réglementées | | 78 471 099 | 82 582 357 |
| CAPITAUX PROPRES | | 260 427 544 | 255 701 556 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | | |
| Provisions pour risques | | 6 473 075 | 6 008 840 |
| Provisions pour charges | | 22 482 804 | 24 435 857 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | 28 955 879 | 30 444 697 |
| Dettes financières | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 82 509 933 | 82 530 564 |
| Emprunts et dettes financières divers | | 279 775 | 386 061 |
| Total dettes financières | | 82 789 708 | 82 916 625 |
| Dettes d'exploitation | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | 114 442 | 106 641 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 28 424 660 | 29 045 921 |
| Dettes fiscales et sociales | | 22 477 319 | 22 505 752 |
| Total dettes d'exploitation | | 51 016 422 | 51 658 314 |
| Dettes diverses | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 7 944 807 | 7 152 347 |
| Autres dettes | | 37 602 847 | 35 464 044 |
| Total dettes diverses | | 45 547 654 | 42 616 391 |
| Comptes de régularisation | | | |
| Produits constatés d'avance | | 13 700 | 811 952 |
| TOTAL DES DETTES | | 179 367 485 | 178 003 281 |
| Ecart de conversion passif | | 254 | 7 |
| TOTAL GENERAL | | 468 751 161 | 464 149 541 |

Compte de résultat (partie 1)

| Rubriques | France | Export | Net 2018 | Net 2017 |
|---|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| Vente de marchandises | 20 245 850 | 2 342 051 | 22 587 901 | 24 117 795 |
| Production vendue de biens | 222 673 315 | 14 595 546 | 237 268 861 | 240 561 746 |
| Production vendue de services | 18 309 333 | 1 693 256 | 20 002 589 | 13 148 636 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 261 228 498 | 18 630 853 | 279 859 351 | 277 828 176 |
| Production stockée | | | (1 603 772) | (1 192 277) |
| Production immobilisée | | | 600 478 | 346 539 |
| Subventions d'exploitation | | | 437 474 | 38 991 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 12 846 376 | 9 603 069 |
| Autres produits | | | 234 059 | 595 049 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 292 373 967 | 287 219 547 |
| Charges externes | | | | |
| Achat de marchandises (y compris droits de douane) | | | 15 694 397 | 16 897 184 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 280 261 | (280 694) |
| Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | 33 224 163 | 32 641 025 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | (1 842 742) | (1 831 981) |
| Autres achats et charges externes | | | 97 337 904 | 95 433 663 |
| Total charges externes | | | 144 693 983 | 142 859 197 |
| Impôts, taxes et assimilés | | | 9 651 635 | 9 400 013 |
| Charges de personnel | | | | |
| Salaires et traitements | | | 55 910 561 | 55 407 260 |
| Charges sociales | | | 23 942 333 | 23 919 792 |
| Total charges de personnel | | | 79 852 894 | 79 327 052 |
| Dotations d'exploitation | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 19 436 761 | 20 124 179 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | 2 905 142 | 3 016 515 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | 2 042 759 | 2 970 343 |
| Total dotations d'exploitation | | | 24 384 662 | 26 111 037 |
| Autres charges d'exploitation | | | 3 131 951 | 1 773 059 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | | | 261 715 125 | 259 470 359 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 30 658 842 | 27 749 188 |

Compte de résultat (partie 2)

| Rubriques | Net 2018 | Net 2017 |
|--|---------------------|--------------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 30 658 842 | 27 749 188 |
| Opérations en commun | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| Produits financiers | | |
| Produits financiers de participations | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 536 861 | 1 280 677 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 474 967 | 276 859 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | 11 008 813 |
| Différences positives de change | 507 912 | 282 005 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 94 650 | 211 801 |
| Total des produits financiers | 1 614 391 | 13 060 155 |
| Charges financières | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | 12 791 494 | 13 281 207 |
| Intérêts et charges assimilées | 4 380 092 | 7 293 963 |
| Différences négatives de change | 364 497 | 1 148 397 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des charges financières | 17 536 083 | 21 723 567 |
| RESULTAT FINANCIER | (15 921 692) | (8 663 412) |
| RESULTAT COURANT | 14 737 149 | 19 085 776 |
| Produits exceptionnels | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 286 789 | 300 446 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 546 965 | 777 873 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 13 449 585 | 15 071 019 |
| Total des produits exceptionnels | 14 283 339 | 16 149 338 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 403 514 | 226 098 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 711 658 | 742 165 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 12 543 238 | 12 212 308 |
| Total des charges exceptionnelles | 13 658 409 | 13 180 572 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 624 930 | 2 968 766 |
| Participation des salariés aux résultats | 1 064 022 | 1 400 681 |
| Impôts sur les bénéfices | 7 501 830 | 8 068 121 |
| TOTAL DES PRODUITS | 308 271 696 | 316 429 040 |
| TOTAL DES CHARGES | 301 475 469 | 303 843 300 |
| BENEFICE ou PERTE | 6 796 227 | 12 585 740 |

TERREAL

SASU au capital de 87 176 320 €
Siège social : 13 - 17 RUE PAGES , 92150 SURESNES
R.C.S. Nanterre 562110346

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE ET CONTEXTE GENERAL DE L'ARRETE

1.1 Acquisition de GSE Intégration

Terreal a pris une participation majoritaire de 51% dans la société GSE Intégration (GSEI) le 28 septembre 2018. GSEI est un acteur majeur des solutions photovoltaïques installées sur toitures résidentielles existantes à destination des professionnels. En complétant ainsi son offre solaire existante à destination du résidentiel neuf, Terreal devient, dans le contexte de la transition énergétique, un acteur de référence en solutions photovoltaïques pour le secteur du résidentiel. Cette prise de participation est assortie d'options d'achat et de vente permettant à Terreal d'accroître sa participation jusqu'à atteindre 100% de détention en 2022.

Cette opération a été intégralement financée par la trésorerie disponible.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont présentés conformément au règlement N° 2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014, relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'application du règlement ANC N°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture n'entraîne pas de modifications des méthodes appliquées.

Les méthodes appliquées sont détaillées en note 10.2

2.2 Consolidation

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société :

Terreal Holding
13, rue Pagès
92 150 Suresnes
R.C.S. Nanterre : 483 473 344

2.3 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Etat de l'actif immobilisé

3.1.1 **Modalité de détermination de la valeur brute comptable, des amortissements et des dépréciations**

3.1.1.1 Immobilisations incorporelles

Marques

Les marques sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles ont une durée d'utilisation non limitée et ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet d'une dépréciation si leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur comptable.

Logiciels

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production et amortis selon le mode linéaire sur une durée de 3 à 5 ans.

3.1.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée réelle d'utilisation des biens, les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

| Immobilisations corporelles | Durée | Mode |
|---|------------------|-------------|
| Carrières | (1) | Linéaire |
| Engins de carrières | 5 à 6 ans | Linéaire |
| Constructions | 40 ans | Linéaire |
| Matériels techniques, matériel et outillage | 8 à 40 ans | Linéaire |
| Agencements et aménagements divers | 10 ans | Linéaire |
| Matériel de transport | 6 ans | Linéaire |
| Véhicules de tourisme (sous déduction de valeur résiduelle) | Durée spécifique | Linéaire |
| Matériel informatique | 3 à 5 ans | Linéaire |
| Mobilier | 10 ans | Linéaire |

(1) Conformément à l'application du règlement ANC N° 2014-05 relatif à la comptabilisation des terrains de carrières, la quote-part de la valeur d'acquisition des carrières comptabilisée en immobilisations, constitutive du tréfonds, n'est pas amortie.

Pour les véhicules de tourisme, l'amortissement est calculé sur une base nette de valeur résiduelle. La valeur résiduelle est définie au contrat d'achat, qui prévoit un engagement de reprise à une valeur et une date données.

Les amortissements dérogatoires sur immobilisations sont constatés pour la différence entre l'amortissement économique (mode linéaire et durée réelle d'utilisation) et l'amortissement fiscal (mode linéaire ou dégressif et durée d'usage).

3.1.1.3 Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés pour leur valeur d'achat y compris les frais accessoires d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base, d'une part, de la quote-part de détention dans les capitaux propres sociaux ajustés le cas échéant des plus-ou moins-values estimées et, d'autre part, des perspectives de rentabilité.

Le cas échéant, les engagements complémentaires de Terreal envers ses filiales font l'objet, en plus des dépréciations des titres de participation, de provisions pour dépréciation des créances sur les filiales ou de provisions pour risques et charges.

Créances rattachées à des participations

Les créances rattachées à des participations sont comptabilisées à leur valeur nominale et concernent principalement des prêts rémunérés consentis aux filiales.

3.1.2 Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture de l'exercice des valeurs brutes

| <i>En K EUR</i> | Montants au 31/12/2017 | Augmentation | Diminution | Transfert | Montants au 31/12/2018 |
|---|---------------------------|---------------|----------------|-----------|------------------------------|
| Logiciels | 12 884 | - | - | 496 | 13 380 |
| Marques et assimilés | 85 473 | - | - | - | 85 473 |
| Brevets | 35 | - | (18) | - | 17 |
| Fonds de commerce | 165 | - | - | - | 165 |
| Immobilisations en cours | 401 | 1 936 | - | (496) | 1 841 |
| Sous-total immobilisations incorporelles | 98 959 | 1 936 | (18) | - | 100 876 |
| Terrains | 33 989 | - | (144) | 2 046 | 35 892 |
| Constructions | 81 868 | - | (485) | 478 | 81 861 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 351 445 | - | (2 236) | 8 791 | 358 000 |
| Installations générales | 61 023 | - | (352) | 2 669 | 63 340 |
| Matériel de transport | 5 548 | - | (811) | 1 267 | 6 004 |
| Autres matériels | 7 022 | - | (114) | 364 | 7 273 |
| Immobilisations en cours | 17 883 | 19 802 | - | (15 616) | 22 070 |
| Avances et acomptes | 160 | 479 | (417) | - | 222 |
| Sous-total immobilisations corporelles | 558 938 | 20 281 | (4 557) | 0 | 574 662 |
| Autres participations | 114 403 | 29 218 | - | - | 143 621 |
| Créances rattachées à des participations | 10 338 | 4 289 | (537) | - | 14 090 |
| Autres titres immobilisés | 4 | 21 | - | - | 25 |
| Autres immobilisations financières | 14 571 | 9 | (19) | - | 14 560 |
| Sous-total immobilisations financières | 139 316 | 33 536 | (556) | - | 172 296 |
| Total valeurs brutes | 797 213 | 55 752 | (5 132) | 0 | 847 833 |

3.1.3 Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture de l'exercice des amortissements

La variation des amortissements économiques au titre de l'exercice pour les immobilisations incorporelles et corporelles se présente comme suit :

| <i>En K EUR</i> | Montants au 31/12/2017 | Augmentation | Diminution | Montants au 31/12/2018 |
|---|------------------------|---------------|----------------|------------------------|
| Logiciels | 11 788 | 689 | - | 12 477 |
| Marques et assimilés | - | - | - | - |
| Brevets | 35 | - | (18) | 17 |
| Fonds de commerce | 160 | - | - | 160 |
| Sous-total immobilisations incorporelles | 11 983 | 689 | (18) | 12 654 |
| Terrains | 16 379 | 1 066 | (8) | 17 437 |
| Constructions | 37 068 | 2 119 | (303) | 38 885 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 255 821 | 13 484 | (2 091) | 267 214 |
| Installations générales | 47 762 | 3 681 | (346) | 51 098 |
| Matériel de transport | 2 998 | 812 | (570) | 3 241 |
| Autres matériels | 6 019 | 492 | (112) | 6 398 |
| Immobilisations en cours | - | - | - | - |
| Sous-total immobilisations corporelles | 366 048 | 21 654 | (3 429) | 384 273 |
| Total amortissements | 378 031 | 22 343 | (3 447) | 396 927 |

La variation des amortissements exceptionnels liés à la législation fiscale (amortissements dérogatoires) au titre de l'exercice pour les immobilisations incorporelles et corporelles se présente comme suit :

| <i>En K EUR</i> | Montants au 31/12/2017 | Augmentation | Diminution | Montants au 31/12/2018 |
|--|------------------------|--------------|-----------------|------------------------|
| Immobilisations incorporelles | 116 | 0 | (110) | 5 |
| Immobilisations corporelles | 82 466 | 5 967 | (10 010) | 78 423 |
| Immobilisations financières | 1 | 41 | - | 42 |
| Total amortissements dérogatoires | 82 582 | 6 009 | (10 120) | 78 471 |

3.1.4 Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture de l'exercice des dépréciations

| <i>En K EUR</i> | Montants au 31/12/2017 | Augmentation | Diminution | Transfert | Montants au 31/12/2018 |
|---|------------------------|---------------|----------------|-----------|------------------------|
| Autres immobilisations incorporelles | 107 | 12 | (34) | - | 85 |
| Sous-total immobilisations incorporelles | 107 | 12 | (34) | - | 85 |
| Immobilisations corporelles | 25 602 | 2 961 | (3 195) | - | 25 367 |
| Sous-total immobilisations corporelles | 25 602 | 2 961 | (3 195) | - | 25 367 |
| Autres participations | 95 080 | - | - | - | 95 080 |
| Créances rattachées à des participations | - | 12 105 | - | 0 | 12 105 |
| Autres titres immobilisés | 0 | - | - | - | 0 |
| Autres immobilisations financières | 14 528 | - | - | - | 14 528 |
| Sous-total immobilisations financières | 109 609 | 12 105 | - | 0 | 121 713 |
| Total dépréciations | 135 318 | 15 078 | (3 230) | 0 | 147 166 |

Dépréciation des actifs à durée d'utilisation non limitée

Concernant la valorisation des marques et assimilés, l'évaluation effectuée au 31 décembre 2016 par un expert externe n'avait pas remis en cause la valeur comptable de celle-ci.
Aucun indice de perte de valeur n'est apparu en 2018 remettant celle-ci en cause au 31 décembre 2018 .

Dépréciations des actifs à durée d'utilisation limitée

La société avait été amenée à constater des dépréciations d'immobilisations, pour l'essentiel partielles, au titre de plusieurs unités ou composants d'unités de production.

Dans le cadre de la mise à jour de ces provisions au titre de l'exercice 2018 , il a été constaté sur la période une reprise nette de dotation de 257 K€ au titre des immobilisations incorporelles et corporelles.
Le solde des dépréciations au 31 décembre 2018 s'établit à 25 452 K€ portant pour l'essentiel sur les immobilisations corporelles.

Les taux de dépréciations retenus pour chaque unité ou composants d'unités s'appuient :

- d'une part, sur des indices internes, notamment des changements importants intervenus dans le degré d'utilisation des immobilisations concernées, reflétant les niveaux prévisionnels d'activité attendus par la direction de la société au titre de l'exercice 2018 , niveaux qui, dans le contexte d'un marché de la construction offrant actuellement une visibilité réduite, pourrait perdurer au-delà de l'année en cours pour certaines des unités ou composants d'unité de production concernés ;
- d'autre part, sur des indices externes, en particulier l'existence, sur le marché sur lequel la société opère, de capacités de production existantes excédentaires.

3.1.5 Frais de développement

La société poursuit une démarche continue de recherche et développement au travers de son centre technique. Le montant des dépenses s'est élevé à 3 196 K€ au cours de l'exercice.

3.1.6 Informations relatives aux filiales et participations

Le tableau des filiales et participations figure en annexe 1.

Les variations sur les titres de participations et les créances rattachées représentent pour l'essentiel :

- d'une part, l'acquisition de 51 % des titres de la société GSE Intégration à hauteur de 29 218 K€.
- d'autre part, la dépréciation des créances rattachées à des titres de participations de Terreal Italie à hauteur de 12 105 K€.

3.2 Actif circulant

3.2.1 Méthodes comptables

Stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au prix unitaire moyen pondéré (PMP).

Les stocks de produits finis sont valorisés au coût réel moyen annuel de production.
Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées lorsque les produits sont considérés comme non utilisables ou non vendables en l'état.

Dans le cadre de son activité, Terreal exploite des carrières. A ce titre, l'éventuelle part de la valeur du terrain dépassant la valeur du tréfonds ainsi que les coûts accessoires nécessaires à la mise en exploitation sont comptabilisés en encours de production.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Des provisions pour dépréciation sont pratiquées sur les créances dont le recouvrement est jugé incertain.

3.2.2 Etat de variation des stocks

| En K EUR | Montants au 31/12/2017 | Variation | Montants au 31/12/2018 |
|--|---------------------------|-------------|---------------------------|
| Matières premières, approvisionnements | 33 592 | 1 843 | 35 434 |
| En cours de production de biens | 4 225 | 518 | 4 743 |
| Produits intermédiaires et finis | 33 588 | (2 122) | 31 466 |
| Marchandises | 3 372 | (280) | 3 092 |
| Stocks en valeurs brutes | 74 776 | (41) | 74 735 |
| Matières premières, approvisionnements | (8 727) | (333) | (9 060) |
| En cours de production de biens | - | (126) | (126) |
| Produits intermédiaires et finis | (5 900) | 1 259 | (4 641) |
| Marchandises | (524) | (46) | (570) |
| Provision sur stocks | (15 152) | 754 | (14 397) |
| Total stocks nets | 59 625 | 713 | 60 338 |

3.2.3 Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

| En K EUR | Montants bruts | A 1 an au + | A + de 1 an |
|---|----------------|---------------|---------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | |
| Créances rattachées à des participations | 14 090 | - | 14 090 |
| Autres immobilisations financières | 32 | - | 32 |
| ACTIF CIRCULANT | | | |
| Créances clients | 50 647 | 50 647 | - |
| Autres créances exploitation (hors charges constatées d'avance) | 22 653 | 22 653 | - |
| Total créances | 87 422 | 73 300 | 14 122 |

Les autres créances d'exploitation comprennent notamment :

- des créances fiscales à hauteur de 4 044 K€, principalement de TVA ;
- des créances sur d'autres entités du groupe à hauteur de 16 857 K€, dont 14 106 K€ d'avances de trésorerie aux filiales dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée et le solde, soit 2 751 K€, de créance d'impôt sur les sociétés envers la société Terreal Holding, mère du groupe d'intégration fiscale et correspondant pour l'essentiel à la créance de CICE dérogée au titre de l'exercice 2018 .

3.2.4 Valeurs Mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2018, d'un montant total de 25 563 K€, sont constituées d'OPCVM sans risque.

3.2.5 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance se rapportent essentiellement à l'exploitation.

3.2.6 Prime d'émission d'emprunts

Dans le cadre du refinancement intervenu le 28 juin 2016, une prime d'émission d'un montant total de 1 525 K€ a été constatée. Elle porte à la fois sur l'emprunt Senior et les deux lignes non tirées de Capex et Revolver. Elles sont amorties par fraction égale sur la durée de l'emprunt pour la Senior, ou sur la durée de tirage pour les deux autres lignes.

Détail de la prime d'émission des emprunts :

| <i>En K EUR</i> | Senior | Capex | Revolver | Total |
|--|------------|------------|-----------|------------|
| Durée d'amortissement | 6,00 ans | 5,75 ans | 5,75 ans | |
| Montant initial de la prime | 825 | 600 | 100 | 1 525 |
| Amortissement antérieur | 206 | 189 | 26 | 422 |
| Amortissement au titre de la période | 137 | 126 | 17 | 281 |
| Total prime de remboursement des emprunts | 481 | 284 | 57 | 822 |

3.2.7 Ecart de conversion actif

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de clôture. Les écarts en résultant sont inscrits en écarts de conversion actifs ou passifs. Une provision pour perte de change est constituée pour faire face aux pertes de change latentes.

L'essentiel de l'écart de conversion actif à la clôture porte sur des comptes courants entre Terreal et d'autre société du groupe dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée.

3.3 Capitaux propres

Au 31 décembre 2018 , le capital social est de 87 176 320 EUR, divisé en 5 716 480 actions de 15,25 EUR entièrement libérées.

| <i>En K EUR</i> | Montants |
|---|----------------|
| Capitaux propres au 31/12/2017 avant affectation | 255 702 |
| Dividendes | - |
| Résultat de l'exercice 2018 | 6 796 |
| Dotations aux provisions réglementées | 6 009 |
| Reprises de provisions réglementées | (10 120) |
| Nouvelle subvention d'investissement | 2 132 |
| Amortissement des subventions d'investissement | (91) |
| Capitaux propres au 31/12/2018 avant affectation | 260 428 |

Les provisions réglementées sont constituées uniquement d'amortissements dérogatoires. Le détail des mouvements sur provisions réglementées est détaillé à la Note 3.1.3.

3.4 Passif et provisions

3.4.1 Principes, règles et méthodes comptables

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour les obligations à l'égard de tiers notamment pour :

- les engagements relatifs à la garantie des produits vendus, dès lors que l'entreprise a connaissance de l'existence d'un risque de réclamation ;
- les litiges ;
- les engagements de retraite et assimilés envers le personnel ;
- les engagements relatifs à la remise en état des carrières pour les surfaces et volumes à réaménager suite à leur exploitation.

Les provisions pour litiges et garanties correspondent à la meilleure estimation du risque à la date d'arrêt.

A la date de leur départ en retraite, les salariés du groupe bénéficient d'une indemnité de départ en retraite déterminée selon la convention collective en fonction notamment de l'ancienneté acquise dans la société et du salaire à la date du départ.

Ces indemnités de départ en retraite font l'objet de la constitution d'une provision calculée selon la méthode actuarielle dite « des unités projetées », qui consiste à probabiliser et actualiser les droits attribués à chaque salarié. Le taux d'actualisation utilisé est le taux de rendement des obligations Corporate de notation AA (zone Euro) pour une durée supérieure à 10 ans.

Les écarts actuariels sont constatés dans l'exercice de leur survenance.

Les primes accordées lors de l'acquisition par les salariés de médailles du travail font également l'objet de la reconnaissance d'une provision calculée selon la même méthode que celle exposée ci-dessus pour les retraites. Le taux d'actualisation utilisé est le taux de rendement des obligations Corporate de notation AA (zone Euro) pour une durée 7-10 ans.

Les provisions pour réaménagement des carrières couvrent le coût estimé de l'obligation de remise en état des carrières après exploitation. Ce coût intègre à la fois les travaux de comblement des espaces et de réaménagement des surfaces.

3.4.2 Rapprochement entre la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture des provisions pour risques et charges

| <i>En K EUR</i> | Montants au 31/12/2017 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises sans utilisation | Montants au 31/12/2018 |
|---|---------------------------|--------------|-----------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Amortissements dérogatoires | 82 582 | 6 009 | (10 120) | | 78 471 |
| Total Provisions réglementées | 82 582 | 6 009 | (10 120) | - | 78 471 |
| Provisions pour litiges et garanties | 4 055 | 504 | (426) | (352) | 3 781 |
| Provisions pour pertes de change | 320 | 409 | - | - | 729 |
| Autres provisions | 1 633 | 1 381 | (834) | (218) | 1 963 |
| Sous-total Provisions pour risques | 6 009 | 2 294 | (1 260) | (569) | 6 473 |
| Provision retraite et assimilées | 16 946 | - | (1 132) | (893) | 14 921 |
| Provision médailles du travail | 1 195 | - | (43) | (41) | 1 112 |
| Provision pour réaménagement des carrières | 6 250 | 810 | - | (610) | 6 450 |
| Autres provisions pour charges | 45 | - | - | (45) | - |
| Sous-total Provisions pour charges | 24 436 | 810 | (1 175) | (1 588) | 22 483 |
| Total Provisions pour risques et charges | 30 445 | 3 104 | (2 435) | (2 157) | 28 956 |

Les éléments relatifs aux amortissements dérogatoires sont détaillés en Notes 3.1.1.2 et 3.1.3.

Les taux d'actualisation utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite et de médailles du travail au 31 décembre 2018 s'établissent respectivement à 1,57 % et 1,07 %.

A titre d'information complémentaire, le tableau qui suit présente les variations et soldes des provisions sur éléments d'actif.

| <i>En K EUR</i> | Montants au 31/12/2017 | Dotations | Reprises | Transfert | Montants au 31/12/2018 |
|---|------------------------------|---------------|----------------|-----------|------------------------------|
| Provisions sur immobilisations incorporelles | 107 | 12 | (34) | - | 85 |
| Provisions sur immobilisations corporelles | 25 602 | 2 961 | (3 195) | - | 25 367 |
| Provisions sur titres de participation et créances rattachées | 95 080 | - | - | - | 95 080 |
| Provisions sur autres immo financières | 14 528 | 12 105 | - | 0 | 26 633 |
| Provision sur stocks et en cours | 15 152 | 2 728 | (3 482) | - | 14 397 |
| Provisions sur créances clients | 188 | 178 | (117) | - | 249 |
| Provisions sur débiteurs divers | 30 | - | - | - | 30 |
| Total provisions pour dépréciation | 150 688 | 17 983 | (6 828) | 0 | 161 842 |

3.5 Dettes

3.5.1 Dettes financières

Les emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit se décomposent comme suit :

| <i>En K EUR</i> | Montant |
|---|---------------|
| Emprunt " Senior " syndiqué par la banque ING | 82 500 |
| Intérêts courus et non échus relatifs à cet emprunt | 10 |
| Total dettes financières | 82 510 |

L'emprunt « Senior » est remboursable in fine le 30 juin 2022.

Cependant, le contrat d'emprunt « S.F.A. » (« Senior Facilities Agreement ») prévoit un mécanisme de remboursement anticipé obligatoire basé sur la détermination conventionnelle d'un excédent de création de trésorerie au titre de l'exercice précédent, dit clause d'« Excess Cash-Flow ».

Ce mécanisme ne trouvera pas à s'appliquer en 2019 au titre de l'exercice 2018 . Par conséquent, l'intégralité du montant de l'emprunt « Senior » est présentée en dettes à plus d'un an.

Les emprunts et dettes financières divers au 31 décembre 2018 correspondent à :

- des cautions reçues à hauteur de 153 K€ ;
- et, des avances remboursables obtenues de collectivités publiques pour 127 K€.

3.5.2 Echancier des dettes

| <i>En K EUR</i> | Montants bruts | A 1 an au plus | A plus d'1 an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|--|----------------|----------------|--------------------------------|-----------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 82 510 | 10 | 82 500 | - |
| Emprunts et dettes divers | 280 | 89 | 37 | 153 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 28 425 | 28 425 | - | - |
| Dettes fiscales et sociales | 22 477 | 22 477 | - | - |
| Dettes sur immobilisations | 7 945 | 7 945 | - | - |
| Autres dettes | 37 603 | 37 603 | - | - |
| Produits constatés d'avance | 14 | 14 | - | - |
| Total échancier des dettes | 179 253 | 96 563 | 82 537 | 153 |

Les échéances des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont présentées conformément à leur plan d'amortissement, tel que décrit à la Note 3.5.1 ci-avant.

Les autres dettes sont principalement constituées :

- de comptes courants entre Terreal et d'autres sociétés du groupe, à hauteur de 27 381 K€ dans le cadre de son rôle de gestion centralisée de la trésorerie
- et de montants dus aux clients à hauteur de 8 619 K€.

Les produits constatés d'avance se rapportent exclusivement à l'exploitation.

3.5.3 Ecart de conversion passif

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de clôture. Les écarts en résultant sont inscrits en écarts de conversion actifs ou passifs.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation géographique du chiffre d'affaires

| <i>En K EUR</i> | France | Export | TOTAL |
|------------------------|---------|--------|---------|
| Chiffre d'affaires net | 261 229 | 18 630 | 279 859 |

4.1 Précisions sur les charges à payer et produits à recevoir au titre de l'exercice

Le montant des produits à recevoir s'élève à 2 123 K€ et se détaille de la façon suivante :

| <i>En K EUR</i> | Montants |
|---|--------------|
| Intérêts courus à recevoir sur prêts aux filiales | - |
| Montant dus par les fournisseurs | 39 |
| Intérêts courus à recevoir sur avances de trésorerie aux filiales | 396 |
| Autres intérêts à recevoir | - |
| Autres produits à recevoir | 1 688 |
| Total des produits à recevoir | 2 123 |

Le montant des charges à payer s'élève à 43 943 K€ et se détaille de la façon suivante :

| <i>En K EUR</i> | Montant |
|-----------------------------------|----------------|
| Intérêts courus à payer | 10 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 15 629 |
| Dettes sur immobilisations | 4 283 |
| Montants dus aux clients | 8 549 |
| Dettes fiscales et sociales | 15 061 |
| Autres dettes | 411 |
| Total des charges à payer | 43 943 |

4.2 Transfert de charges

Les transferts de charges sont pour l'essentiel constitués d'indemnité d'assurance couvrant des dépenses courantes et des remboursements forfaitaires de l'Etat et organismes assimilés relatives à des charges de personnel.

4.3 Résultat financier

Le résultat financier, négatif de 15 922 K€, se compose des éléments suivants :

| <i>En K EUR</i> | TOTAL |
|--|-----------------|
| Dividendes reçus des filiales | - |
| Revenu financier net sur prêts et avances de trésorerie aux filiales | 369 |
| Dépréciation créances attachées Terreal Italie | (12 105) |
| Charge nette de financement | (4 186) |
| Résultat Financier | (15 922) |

4.4 Détail du résultat exceptionnel

Le profit exceptionnel, d'un montant de 625 K€, comprend notamment les éléments suivants :

| <i>En K EUR</i> | TOTAL |
|---|--------------|
| Dotations nettes des reprises aux provisions réglementées | 4 111 |
| Dotations nettes des reprises aux dépréciations d'immobilisations | (2 650) |
| Moins-values nette sur cession d'actifs | (256) |
| Autres charges et produits exceptionnels | (672) |
| Quote-part de subvention d'investissement | 91 |
| Résultat Exceptionnel | 625 |

5. INFORMATIONS RELATIVES A LA FISCALITE

5.1 Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2006, la société Terreal SAS est membre du groupe d'intégration fiscale dont Terreal Holding est la mère.

La convention d'intégration fiscale pose le principe général de neutralité en prévoyant que les sociétés membres du groupe d'intégration fiscale supportent l'impôt dont elles auraient dû s'acquitter en l'absence d'intégration.

Dans l'hypothèse où une filiale enregistre un déficit au titre d'un exercice, l'économie d'impôt est conservée chez la société mère au titre de l'exercice considéré. Lors d'un exercice ultérieur bénéficiaire, la filiale retrouve la capacité à imputer intégralement son déficit reportable précédemment transmis, selon les règles de prescription de droit commun.

Les économies réalisées par le groupe intégré, non liées aux déficits, bénéficient en totalité à la société mère d'intégration.

5.2 Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

| <i>En K EUR</i> | Base de calcul | Impôts différés (1) |
|--|----------------|---------------------|
| Provisions réglementées | 78 005 | 20 784 |
| TOTAL IMPOTS DUS | 78 005 | 20 784 |
| Charges déductibles sur exercices suivants court terme | 2 469 | 769 |
| Charges déductibles sur exercices suivants long terme | 14 922 | 3 854 |
| Ecart de conversion passif | - | - |
| TOTAL IMPOTS PAYES D'AVANCE | 17 391 | 4 623 |
| Solde Net | 60 614 | 16 161 |

(1) au taux de 32,02 % pour les éléments susceptibles d'être taxés au titre de l'exercice 2019, 28,92 % au titre de l'exercice 2020, 27,37 % au titre de l'exercice 2021 et 25,83 % pour les exercices à clôturer à compter du 31 décembre 2022.

5.3 Impôt sur les sociétés

Ventilation de l'impôt sur les sociétés imputables aux éléments exceptionnels et celle imputable aux autres éléments

| <i>En K EUR</i> | Avant impôt | Impôt | Après impôt |
|-----------------------|---------------|----------------|--------------|
| Résultat courant | 14 737 | (8 287) | 6 450 |
| Résultat exceptionnel | 625 | (216) | 409 |
| Participation | (1 064) | 452 | (612) |
| Autres | | 548 | 548 |
| Résultat Net | 14 298 | (7 502) | 6 796 |

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

La société a choisi de constater le CICE en diminution de ses charges de personnel conformément à la note d'information de l'Autorité des Normes Comptables du 28 février 2013. La créance au titre de l'exercice est présentée en autres créances d'exploitation.

Le produit de CICE comptabilisé au titre de l'exercice 2017 pour un montant de 2 392 K€, a pu être imputé, au cours de l'exercice 2018 en paiement de l'impôt sur les sociétés.

Le produit né au titre de l'exercice 2018 pour un montant de 2 037 K€, à imputer en 2019, est présenté en autres créances d'exploitation.

La loi instituant le CICE (CGI, art. 244 quater C) prévoit que la société retrace dans ses comptes annuels l'utilisation du CICE perçu (soit dans le cadre d'un pré-financement, soit par imputation sur l'impôt sur les sociétés) conformément aux objectifs de celui-ci.

Le CICE, comme d'ailleurs tous les autres produits et charges concourant à la formation du résultat, est par essence fongible et il est par conséquent difficile de lui attribuer une utilisation spécifique. Toutefois, il peut être considéré que, conformément à son objectif, le CICE perçu par la société a notamment contribué, dans la limite de son montant :

- au maintien de la politique soutenue d'investissements, ceux-ci s'inscrivant à 19 604 K€ en 2018 après déjà 20 140 K€ réalisés en 2017 (hors avances et acomptes sur immobilisations);
- à la politique sociale mise en œuvre par l'entreprise qui, dans un marché de la construction toujours contrasté en 2018, s'exprime par une volonté forte de préserver l'emploi et un dialogue social permanent.

6. INFORMATIONS AU TITRE DES OPERATIONS REALISEES AVEC DES PARTIES LIEES

Les opérations avec les parties liées concernent des opérations réalisées avec des sociétés susceptibles d'être consolidées par intégration globale par Terreal Holding, société mère du groupe auquel Terreal appartient, ou avec les principaux associés ou dirigeants de Terreal. Ces opérations ayant été conclues à des conditions normales de marché, elles se trouvent exclues du champ de l'information sur les parties liées.

7. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES DIRIGEANTS

La société ne verse pas de jetons de présence.

Les dirigeants n'ont pas perçu de rémunération directe au titre de l'exercice de leurs mandats sociaux.

Par ailleurs, la société n'a pas réalisé d'avance ou de crédit aux dirigeants sociaux.

8. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

8.1 Engagements financiers

Engagements donnés

| En K EUR | TOTAL |
|--|--------------|
| Cautions données pour remise en état des carrières | 7 340 |
| Cautions données pour installations classées | 3 108 |
| Cautions bancaires données à des fournisseurs | 126 |
| Cautions solidaires données à des filiales | 443 |

Garanties liées aux emprunts

Dans le cadre de l'opération d'acquisition du groupe Terreal, initialement réalisée sous la forme d'une acquisition avec effet de levier (« Leveraged Buy Out, LBO »), Terreal a été amenée à apporter les garanties suivantes en contrepartie des prêts qui lui ont été accordés :

- caution solidaire de Terreal Holding au titre du Senior Facilities Agreement, dont le montant total maximum s'élève à 117 500 K€. Les lignes de crédit utilisées dans le cadre de cet accord au 31 décembre 2018 s'élèvent à 225 000 K€, dont 82 500 K€ par Terreal elle-même ;
- nantissement des titres Terreal España et Terreal Italia ;
- nantissement des prêts, avances de trésorerie et créances sur Terreal España et Terreal Italia ;
- nantissement du solde des comptes bancaires de la société.

En complément de ces garanties, Terreal Holding s'est engagée au nom de l'ensemble des sociétés du groupe, en qualité de société mère, à respecter des niveaux prédéfinis pour trois ratios financiers décrits dans le contrat d'emprunt, et constitués comme suit :

- un ratio d'endettement net sur excédent brut d'exploitation ;
- un ratio d'excédent brut d'exploitation sur charge nette d'intérêts ;
- un ratio de création de trésorerie sur service de la dette.

En cas de non-respect du niveau (minimal ou maximal, selon le cas) de l'un de ces ratios au niveau du groupe, les établissements prêteurs ont la possibilité de demander le remboursement immédiat du solde des prêts accordés à chaque entité.

Au 31 décembre 2018, le groupe respecte l'ensemble des engagements applicables à cette date.

Par ailleurs, sur la base de son budget 2019, le groupe prévoit de les respecter durant l'exercice en cours, à la fin de chaque trimestre intermédiaire comme au 31 décembre 2019.

Contrats d'échange de taux d'intérêts

L'emprunt « Senior » porte intérêt à taux variable (Euribor 1, 2, 3 ou 6 mois au choix du groupe, augmentée d'une marge, dont le taux décroît en fonction de la qualité du premier des trois ratios financiers évoqués ci-dessus).

Afin de limiter son exposition aux fluctuations des taux d'intérêts et de garantir les engagements pris auprès des banques, prévoyant notamment l'existence de couvertures de taux, le Groupe Terreal a procédé à l'acquisition d'options dites de « cap », lui offrant une protection contre une éventuelle hausse du taux de référence, en l'occurrence l'Euribor à 3 mois.

Au 31 décembre 2018, le total des contrats de « cap » conclus par le Groupe offre une protection de 125 000 K€ jusqu'au 30 juin 2019.

Au cas particulier de Terreal, il ne reste plus de contrat de CAP en cours au 31 décembre 2018.

Engagements reçus

De Terreal Malaysia au titre de la clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune de la créance abandonnée :

- pour un montant de 9 021 K€ (39 875 K MYR) au titre des abandons de créances consentis antérieurement à 2013,
- pour un montant de 10 417 K€ (47 622 K MYR) au titre de l'abandon de créance réalisé en 2013.

De Terreal Holding : En application de l'ordonnance n° 2015-839 du 9 juillet 2015 relative à la sécurisation des rentes versées dans le cadre des régimes de retraite mentionnés à l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale, la société Terreal Holding s'est portée caution, à hauteur de 100 %, pour la sécurisation des engagements représentatifs des droits à retraite liquidés et estimés à 266 K€ au 31/12/2018.

8.2 Options d'achat et de vente d'actions GSEI

La prise de participation majoritaire de 51 % dans GSEI, dont il est fait mention en faits majeurs de l'exercice, est assortie d'options d'achats et de vente permettant à Terreal d'accroître sa participation dans GSEI jusqu'à atteindre 100 % en 2022.

Les principales modalités et le calendrier d'exercice de ces options, dont le prix sera déterminé selon une formule convenue basée sur les performances de l'année précédant l'année d'exercice de l'option, sont les suivantes :

- option d'achat 1 : acquisition d'une participation additionnelle de 24 %, exerçable en 2020 ;
- option d'achat 2 : acquisition d'une participation additionnelle pour le solde, exerçable en 2022.

9. INFORMATIONS RELATIVES A L'EFFECTIF

Effectif de fin de période et moyen inscrit

| <i>En nombre</i> | 31/12/18 | Moyenne 2018 |
|-----------------------------------|-----------------|---------------------|
| Cadres et assimilés | 279 | 284 |
| Agents de maîtrise et techniciens | 531 | 551 |
| Employés | 53 | 54 |
| Ouvriers | 599 | 610 |
| Total | 1 462 | 1 499 |

10. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE NATURE SPECIFIQUE

10.1 Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Les quotas sont constitutifs d'éléments de stock, entrés pour leur valeur d'acquisition. Lorsque les quotas entrent en stocks correspondent à des quotas alloués gratuitement, la valeur d'entrée est nulle.

Ils sont sortis lors de l'émission de gaz à effet de serre et/ou en cas de cession. Un passif est constitué au coût des quotas s'il est nécessaire pour l'entreprise d'en acquérir afin de remplir son obligation de restitution des quotas d'émission.

La société émet des gaz à effets de serre dans le cadre de son activité courante de fabrication de matériaux de construction.

Les quotas détenus le sont uniquement dans le but de se conformer aux obligations relatives aux émissions de gaz à effet de serre prévu à l'article L.229-7 du code de l'environnement. En conséquence, l'entreprise comptabilise des quotas en fonction du modèle économique « production ».

Dans le cadre du plan national d'allocation pour la période 2013 -2020, Terreal s'est vue attribuer un total de 1 583 664 tonnes, dont 192 338 tonnes au titre de 2018 .

Au 31 décembre 2018 , Terreal ne détient que des quotas alloués par l'Etat. Ils permettent de couvrir les restitutions à réaliser début 2019 au titre des émissions de l'année 2018 .

En conséquence, aucune charge à payer n'a été constituée à ce titre.

10.2 Informations sur les transactions effectuées sur des marchés de produits dérivés

Informations sur les transactions effectuées sur des marchés de produits dérivés

Les principes de la comptabilité de couverture sont appliqués de façon obligatoire dès lors qu'une relation de couverture est identifiée en gestion et documentée. Les effets des instruments financiers utilisés pour couvrir et gérer ses risques de change, de taux et de « matières premières » sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert. Ainsi :

- le résultat des swaps de taux ou CAP est reconnu au rythme des intérêts d'emprunt couverts et classé dans le poste « Intérêts et charges assimilées » ;
- le résultat des dérivés sur matières premières est reconnu au rythme de la consommation des stocks de matières premières couverts et classé dans le poste « Achats de matières premières » ;
- le résultat de change sur les emprunts et dérivés couvrant les titres en devises est reconnu au rythme des dividendes et cessions de titres et classé dans le poste « Produits financiers des participations » ;
- le résultat des dérivés de change couvrant les ventes en devises puis les créances, est reconnu :
 - en partie à la facturation et classé dans le poste « Chiffre d'affaires »,
 - en partie à l'encaissement et classé dans le poste « Autres charges » et « Autres produits ».

Les primes d'option sur les dérivés de taux d'intérêt, sont différées et étalées de façon symétrique à l'élément couvert.

Les variations de valeur des dérivés ne sont pas comptabilisées au bilan, sauf pour permettre d'appliquer le principe de symétrie du résultat.

Les dépréciations ou provisions pour risques portant sur un élément couvert prennent en compte les effets de la couverture.

En cas de disparition de l'élément couvert, l'instrument de couverture est traité comme une position ouverte isolée (voir ci-après).

Positions ouvertes isolées

Les positions ouvertes isolées sont toutes les opérations non qualifiées de couverture. Les pertes et gains dénoués sont comptabilisés en résultat. Les gains latents sont comptabilisés au bilan mais ne sont pas reconnus en résultat. Les pertes latentes sont comptabilisées au bilan et donnent lieu à la constitution d'une provision. Au 31 décembre 2018 - comme au 31 décembre 2017 - TERREAL SAS ne détient aucun instrument dérivé non qualifié de couverture (pas de position ouverte isolée).

Les informations relatives aux instruments financiers de couverture de taux d'intérêts sont détaillées en Note 8.1.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (en K€)

| Sociétés | Capital | Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats | Quote-part du capital détenu en % | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et Avances consentis par la Sté (brut) (1) | Montant des cautions fournies par la Sté | CA du dernier exercice 2018 | Résultat du dernier exercice 2018 | Dividendes encaissés au cours du dernier exercice | Date Clôture |
|-----------------------|---------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|---------------|--|--|-----------------------------|-----------------------------------|---|--------------|
| | | | | Brute | Nette | | | 12 mois | 12 mois | | |
| TERREAL Italie | 18 076 | 8 543 | 100,00 % | 62 434 | - | 20 310 | - | 23 835 | (5 900) | - | 31/12/18 |
| TERREAL Espagne | 1 263 | 2 820 | 100,00 % | 28 793 | - | 3 224 | - | 7 715 | (91) | - | 31/12/18 |
| LAHERA PRODUCTIONS | 56 | 4 658 | 100,00 % | 3 957 | 3 957 | 545 | - | 14 117 | 464 | - | 31/12/18 |
| SOFIAC | 1 600 | 1 575 | 100,00 % | 4 846 | 4 846 | - | - | 0 | 0 | - | 31/12/18 |
| GSEI | 330 | 15 704 | 51% | 29 218 | 29 218 | - | - | 51 326 | 3 284 | - | 31/12/18 |
| TERREAL Malaisie (2) | 15 005 | 4 245 | 100,00 % | 13 751 | 9 900 | 4 117 | - | 9 270 | (2 496) | - | 31/12/18 |
| TERREAL Singapour (3) | 641 | 2 097 | 100,00 % | 620 | 620 | - | - | 5 168 | (26) | - | 31/12/18 |
| TOTAL | 36 971 | 39 642 | | 143 619 | 48 541 | 28 196 | - | 111 431 | (4 765) | 0 | |

(1) somme des prêts (pour un montant de 14 090 K€) et des comptes courants d'associés (pour un montant de 14 106 K€).

(2) cours moyen 1EUR = 4,7640 MYR; cours de clôture 1EUR =4,7317 MYR.

(3) cours moyen 1EUR = 1,5928 SGD; cours de clôture 1EUR =1,5591 SGD.